

Le 17 mai est la journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie (IDAHOTB).

Elle a été choisie en référence à la décision de l'OMS du 17 mai 1990 de ne plus considérer l'homosexualité comme une maladie mentale.

Si des signes de progrès ont été enregistrés ces dernières années pour les droits des personnes LGBT+¹ dans certains pays démocratiques, la situation reste très préoccupante.

Actuellement, plus de deux milliards de personnes dans le monde vivent dans des pays où l'homosexualité est illégale. L'homosexualité est encore punie de la peine de mort dans 12 pays, ce nombre ayant malheureusement augmenté en 2023 !

Même en Europe, on assiste à une montée inquiétante des violences contre les personnes LGBT+, avec des discours de stigmatisation et de rejet. Des pays membres de l'UE dirigés par des partis ultraconservateurs, comme la Hongrie ou la Pologne, produisent désormais une législation anti-LGBT+, en infraction avec leurs engagements européens sur les droits humains.

En France, un activisme anti-LGBT+ violent et haineux s'exprime de manière de plus en plus décomplexée de la part de milieux réactionnaires. A la recherche de boucs-émissaires et alimentant des peurs fantasmées sur une prétendue « propagande LGBT » ou sur « le danger pour les enfants », ces milieux multiplient les menaces et les intimidations contre les personnes et les associations LGBT+. Plus grave, ils mettent en danger les plus jeunes en s'opposant aux actions éducatives de prévention en santé affective et sexuelle, pourtant décidées par les pouvoirs publics.

L'espace public reste quant à lui très hétéronormé et binaire, marqué par des normes patriarcales et sexistes. Les personnes LGBT+ s'y sentent encore très stigmatisées et rarement en sécurité. Les cas de harcèlement et de cyberharcèlement sont fréquents, notamment vis-à-vis des jeunes qui expriment une orientation sexuelle ou une identité de genre minoritaire. Y compris dans la sphère privée, de nombreuses personnes sont rejetées du fait de leur différence. Elles vivent cachées ou isolées par peur de leur environnement.

Les droits humains ne sont ainsi jamais acquis et il faut continuer à lutter pour les défendre et faire évoluer les mentalités.

Le Centre LGBT+66 milite de ce fait pour une société juste et inclusive, respectueuse, où chacune et chacun peut vivre en sécurité quelle que soit son orientation sexuelle ou son identité de genre. Il appelle à la construction d'un « vivre ensemble » dans l'égalité, le respect de la dignité et la diversité. Il demande en outre une dépenalisation universelle de l'homosexualité et de la transidentité.

Le Centre LGBT+66 réalise des missions de service public pour la promotion des valeurs républicaines. Alors que notre gouvernement envisage actuellement de ne pas reconduire ses subventions, le Centre LGBT+66 rappelle la nécessaire pérennisation du financement des centres LGBT+ qui maillent notre territoire, sans lesquels ils ne pourront pas poursuivre leurs actions.

Homo, Bi Trans, Hétéros, nous sommes toutes et tous égales et égaux..., venez sifflez avec nous l'arrêt des LGBT+-phobies le 17 mai !

Centre LGBT+66. 39 rue des rois de Majorque, 66 000 Perpignan.

Mail : contact@lgbt66.fr

Site Internet : www.lgbt66.fr

Facebook : <https://www.facebook.com/CentreLgbt66>

¹ Le terme LGBT+ regroupe toutes les minorités d'orientations sexuelles et d'identité de genre.

**SIFFLONS L'ARRET DES
LGBTQIA+PHOBIES**

**17
mai**



**MANIFESTATION INTER-ASSOCIATIVE
18H30-19H
PLACE DE LA REPUBLIQUE PERPIGNAN**

**JOURNÉE INTERNATIONALE
CONTRE L'HOMOPHOBIE ET
LA TRANSPHOBIE**

39,rue des Rois de Majorque 66000 PERPIGNAN - www.lgbt66.fr - contact@lgbt66.fr